

Jim Eisenhauer

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Nous sommes un groupe de trois petites entreprises de fabrication et de distribution installées en région rurale en Nouvelle-Écosse qui emploient au total environ 180 personnes. Nos racines remontent à il y a 65 ans. Nous avons frôlé la mort lors de la récession de 1982-1984. En raison de cette expérience, nous gérons nos entreprises très différemment en nous axant sur un bilan de type conservateur afin de survivre aux brusques variations de l'activité économique. Jusqu'ici, nous avons bien réussi. Mais nous constatons aujourd'hui que nous sommes pénalisés à cause des réserves de liquidités dont le but est de nous protéger contre les variations brusques de nos activités, et nous ne sommes pas sûrs d'avoir droit à l'exemption majorée pour gains en capital des petites entreprises tandis que nous planifions les modalités de la relève intergénérationnelle. Il est difficile de diriger des entreprises manufacturières au Canada, en particulier dans les régions rurales. À mon avis, le gouvernement doit se pencher sur l'effet fâcheux de ses règles et règlements sur les petites entreprises tandis que celles-ci cherchent à naviguer dans une conjoncture économique redoutable. Un autre élément de restriction réside dans les limites actuelles imposées à l'admissibilité au taux d'imposition des petites entreprises. Les petites entreprises revêtent une grande importance pour les régions rurales du Canada. Le gouvernement doit en faire plus non seulement pour les aider à survivre, mais surtout à prospérer afin d'assurer l'existence des entreprises et des collectivités où elles sont situées. Il nous arrive d'avoir l'impression d'être la cible non seulement des marchés et des concurrents, mais également du gouvernement!

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

À notre avis, les lois sur l'emploi sont restrictives pour les employeurs. Nous pensons que les lois fédérales et provinciales régissant l'embauche et le licenciement des employés doivent être revues et assouplies. Cela permettra aux employeurs de prendre le risque d'accroître les niveaux d'emploi dans l'espoir d'être en mesure d'en sauver un plus grand nombre. Le gouvernement doit également encourager les particuliers, qu'ils aient un emploi ou soient sans travail, à aiguiser leurs compétences et à modifier leurs attitudes à l'égard du travail et de la productivité. Cela pourrait sans doute se faire par le biais d'un système de crédit d'impôt à titre de mesures d'incitation bénéficiant aux particuliers. La nature des effectifs évolue et, en général, ce n'est pas de manière favorable. La formation d'un effectif productif qualifié pour l'avenir doit débuter par la formation et l'acquisition d'attitudes dès le plus jeune âge. Nous devons étudier les responsabilités du fédéral et des provinces dans des domaines qui contribuent à perfectionner à la fois les effectifs actuels et futurs. Les personnes doivent être tenues beaucoup plus responsables de leur situation et moins dissimuler leur inefficacité derrière les règlements gouvernementaux et les conventions collectives. Le fardeau des déductions d'impôt à la

source a également un effet de plus en plus défavorable sur les employeurs.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Sans commentaires.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Nous devons créer des politiques et des programmes qui enseignent à tous le rôle qu'ils ont à jouer dans la création d'une société productive. Existe-t-il des mesures ou des difficultés qui peuvent amener le besoin de rehausser la productivité à un niveau personnel pour les Canadiens de tous les âges? En termes généraux, il semble que le regard des gens se dérobe lorsqu'on parle du besoin d'être productifs. La plupart semblent croire qu'ils sont productifs au travail et dans la société et que la productivité est le problème des autres. Il nous faut révolutionner la façon de percevoir la productivité. À mon avis, l'évolution et les solutions temporaires ne sont pas près d'apporter des changements en profondeur dans un avenir rapproché. Le gouvernement et, à vrai dire, les politiciens pourraient vraiment montrer l'exemple à cet égard. « Prêcher par l'exemple. » Peut-on vraiment parler de productivité au sujet des activités et des processus politiques et gouvernementaux? Je pense qu'il existe de grandes possibilités à cet égard.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Le Canada et les Canadiens sont confrontés à des lignes de démarcation – dont les deux principales sont les zones urbaines/rurales et l'est/l'ouest. Le gouvernement fédéral doit tenir compte de ces lignes de démarcation et établir des politiques, des règles et des règlements qui contribuent à en atténuer les impacts. La régionalisation des programmes, des investissements et des initiatives du gouvernement, y compris la politique fiscale, pourrait faire beaucoup à cet égard.